

WILLIAM GAIRDNER, PILIER INTELLECTUEL DU CONSERVATISME CANADIEN

(Translated by Richard Bastien, Ottawa)

William D. Gairdner, *The Trouble with Canada...Still – A Citizen Speaks Out*, Key Porter Books, Toronto, 2010, 542 pages

Collaborateur de la revue *Égards* depuis 2008 et auteur bien connu dans le monde anglophone, William Gairdner est considéré comme un des principaux artisans du renouveau de la pensée conservatrice au Canada. Il compte à son actif une douzaine d'ouvrages, les plus connus étant *the Book of Absolutes: A Critique of Relativism and a Defense of Universals* (2009), *The Trouble with Democracy* (2001) et *The War Against the Family: A Parent Speaks Out* (1992). En 1990, il a publié *The Trouble with Canada*, un ouvrage qui a fortement contribué à déclencher une remise en question des grands « acquis » du règne de Pierre-Elliott Trudeau, notamment les politiques d'aide sociale, la dévalorisation de la famille traditionnelle, l'étatisation intégrale des soins de santé, le multiculturalisme et l'immigration.

Bien que le titre qui vient de paraître rappelle celui de 1990, il s'agit en réalité d'un livre entièrement nouveau. Certes, *The Trouble with Canada...Still* aborde la plupart des thèmes traités antérieurement, mais il le fait à la lumière de l'actualité économique et politique des 20 dernières années et, surtout, avec un regard beaucoup plus perçant. La réflexion de Gairdner est comme un bon vin – elle se bonifie en vieillissant.

L'ouvrage est divisé en deux parties, la première établissant un diagnostic général du mal qui ronge le Canada depuis un demi-siècle, la deuxième portant sur les diverses manifestations de ce mal dans divers domaines.

Dans la première partie, Gairdner observe que, bien que la vieille dichotomie droite-gauche continue de s'appliquer dans la plupart des pays occidentaux (entre partis de tendances libérale et conservatrice dans les pays de tradition britannique, ou démocrate et républicaine aux États-Unis), la problématique politique tend à se déplacer toujours plus à gauche, c'est-à-dire vers plus d'étatisme. En témoigne l'évolution des partis conservateurs canadiens, comme le Parti réformiste de Preston Manning et l'actuel Parti conservateur du Canada, qui craignent de s'attaquer au monopole de l'État dans le secteur de la santé, ou de s'inscrire en faux contre le prétendu droit des femmes de se faire avorter aux frais du contribuable. Gairdner constate que « même les membres des partis conservateurs sont, dans la plupart des cas, uniquement des *conservateurs fiscaux*, et n'hésitent pas à poser eux-mêmes en champions du gauchisme ou de l'étatisme », l'exemple le plus patent à cet égard étant celui de Brian Mulroney qui, en tant que premier ministre, a rivalisé avec son prédécesseur libéral concernant la croissance des dépenses.

Ce phénomène n'est pas propre au Canada. Un peu près partout en Occident, on observe une même tendance vers « plus de démocratie, et moins de liberté », c'est-à-dire vers plus d'interventionnisme et une amplification des moyens de sévir contre

quiconque se met en tête de transgresser l'orthodoxie de l'État. Loin de promouvoir la liberté, les États qui se réclament de la démocratie réglementent de plus en plus la vie quotidienne et limite les possibilités du citoyen de vivre selon ses préférences personnelles. Ici, Gairdner prend soin de signaler qu'il ne défend pas une conception libertaire de la société. En bon conservateur qu'il est, la liberté qu'il souhaite conserver est avant tout celle des institutions de la société civile, c'est-à-dire « d'un ensemble des rapports réels dont l'importance précède l'existence de simples individus et qui ne peuvent découler uniquement de leur existence ». Une société saine repose sur la capacité de personnes libres et responsables de constituer des familles, des collectivités, des communautés religieuses, des hôpitaux, des œuvres sociales, etc. qui, loin de s'en remettre à l'État pour assurer leur survie, agissent en toute autonomie. L'esprit conservateur, loin d'exalter la liberté personnelle au détriment de la solidarité, cherche plutôt à faciliter l'expression de cette solidarité dans le cadre d'initiatives locales et en dehors de toute référence étatique.

Il faut savoir gré à Gairdner de rappeler cette distinction fondamentale entre pensée libertaire et pensée conservatrice, d'autant plus que l'esprit étatiste qui domine dans les médias et dans le monde universitaire tend à la nier et à lui substituer la simple dialectique droite-gauche.

La deuxième partie du livre analyse diverses politiques qui, ces 40 dernières années, ont profondément transformé la culture politique canadienne. Un des chapitres les plus intéressants est celui sur le multiculturalisme et l'immigration, où Gairdner explique que plus d'un sixième de tous les immigrants au Canada retourne pour de bon dans leur pays d'origine moins d'un an après leur admission. De plus, environ 40 % de tous nos immigrants professionnels de sexe masculin quittent le Canada pour de bon moins de dix ans après leur arrivée. Quant au revenu gagné par les immigrants, il est inférieur à celui des citoyens canadiens et « continue de se détériorer ». En outre, bon nombre d'immigrants vivent en marge de la société canadienne. En mai 2008, le Vérificateur général du Canada a signalé que quelque 41 000 mandats d'arrestation concernant des immigrants illégaux ne pouvaient être exécutés parce que personne ne sait où ils se trouvent. Enfin, l'immigration au Canada ne semble pas suffisamment contrôlée puisqu'il « existe plus de groupes terroristes internationaux actifs au Canada que dans tout autre pays », sauf peut-être les États-Unis.

Dans un autre chapitre, Gairdner explique que le Canada est le seul pays au monde qui ne possède aucune loi contre l'avortement. Une Canadienne peut, à tout moment de sa grossesse, y compris le jour prévu de son accouchement, avorter un bébé en parfaite santé.

D'autres chapitres traitent de notre régime d'aide sociale, de notre système de soins de santé, du droit pénal, de la politique fédérale de bilinguisme, de la Charte des droits et libertés et de l'accroissement du pouvoir judiciaire auquel elle a donné lieu.

Gairdner ne se limite pas à décrire les injustices et les déséquilibres qui sont apparus au cours des dernières décennies. Il propose aussi des solutions qui, si elles étaient mises en œuvre, entraînerait une refonte complète du fédéralisme canadien où le gouvernement central verrait ses pouvoirs sensiblement réduits et les provinces verraient les leur considérablement accrus. Le modèle dont Gairdner s'inspire est celui de la Suisse dont le gouvernement central, précise-t-il, compte un fonctionnaire à plein temps par 250 citoyens, alors que le gouvernement central canadien en compte un par 80 citoyens.

L'ouvrage de Gairdner comporte certaines lacunes. Par exemple, il donne à entendre que la Suisse, contrairement au Canada, ne possède pas de programme de péréquation financière en faveur des cantons relativement pauvres. Pourtant il existe bel et bien une péréquation financière suisse, bien qu'elle n'ait nullement l'ampleur de la péréquation financière canadienne. L'analyse de la politique canadienne de bilinguisme dans la fonction publique fédérale pêche également par certaines omissions. Par exemple, elle ne comporte aucune mention de la formation linguistique offerte aux fonctionnaires fédéraux pendant leurs heures de travail, ce qui l'aurait amené à nuancer ses conclusions.

Mais ces lacunes sont bien peu de choses en regard de l'immense travail d'analyse politique, économique et sociale de Gairdner. Celui-ci nous propose une vue d'ensemble de l'évolution récente du Canada dépouillée de tout parti-pris idéologique, ce qui est considérable.

Même s'il porte essentiellement sur le Canada dans son ensemble et ne traite pas de la situation particulière des provinces, ce livre intéressera tous les Québécois qui, à l'instar du Réseau Liberté-Québec, s'interrogent sur le rôle de l'État. Il faut souhaiter qu'un éditeur québécois en fasse paraître une version française.

Richard Bastien